

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.adequations.org/spip.php?article2543>

Recommandations du W7 pour le G7 2019

- G7 2019 -

Date de mise en ligne : mercredi 15 mai 2019

Site de l'Association Adéquations

Le Women 7 appelle les dirigeants du G7 à adopter des politiques nationales et une politique étrangère réellement féministes et transformatives des rapports de pouvoir patriarcaux traditionnels.

Extraits ci-dessous du texte de recommandations générales du W7 et en téléchargement le texte complet, ainsi que d'autres documents de position correspondant aux différentes ministérielles du G7 :

- ▶ **Santé**
- ▶ **Travail et emploi**
- ▶ **Social**
- ▶ **Environnement**
- ▶ **Finances**
- ▶ **Education et développement**
- ▶ **24 août 2019 : Déclaration alternative du W7 sur l'égalité de genre**

Vers un G7 véritablement féministe et transformatif

La question de l'égalité femmes-hommes fait son chemin au sein du G7. A l'instar du Canada en 2018, la France en a fait une grande priorité de sa présidence en 2019. Il est reconnu aujourd'hui qu'aucun grand défi, qu'il soit diplomatique, écologique ou économique, ne sera relevé sans l'émancipation des femmes et des filles, et sans leur participation effective aux processus décisionnels. Pourtant, aucun pays dans le monde n'a encore atteint l'égalité de genre. Dans leur travail au quotidien avec les populations, les associations féministes observent que malgré des engagements internationaux pris de longue date, les femmes et les filles font toujours face à d'importantes discriminations qui entravent leurs droits fondamentaux. Elles se heurtent encore à des normes sociales, des lois discriminatoires et des pratiques néfastes qui limitent leur accès et leur contrôle sur le pouvoir et les ressources, leur droit à disposer de leur corps, leur accès à des services de base de qualité et ainsi leur émancipation. Elles sont durement touchées par l'accroissement des inégalités aux niveaux mondial et national, et par les conséquences du changement climatique.

Le temps passe et les inégalités persistent : à un peu plus d'une décennie de la date butoir des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, il est temps que les gouvernements actent des changements significatifs tant au niveau des lois, des politiques que de l'action publique. Les femmes et les filles du monde entier se sont exprimées, se sont levées contre les discriminations, les inégalités et les violences fondées sur le genre, et ont des solutions concrètes à proposer. Le potentiel mobilisateur et transformatif des mouvements féministes est immense. L'approche féministe est la seule à même de transformer en profondeur les rapports de pouvoir inégalitaires entre les femmes et les hommes et les inégalités systémiques qui en découlent, et dont la société toute entière paie le prix. Dans un contexte international où les droits des femmes et des filles sont menacés, les actions des féministes doivent être soutenues et amplifiées par l'action politique.

Le Women 7 appelle les leaders du G7 à adopter des politiques nationales et une politique étrangère réellement féministes et transformatives des rapports de pouvoir patriarcaux traditionnels.

Pour cela, les Etats du G7 doivent activer deux leviers en priorité, sans lesquels toute promesse politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes sera vaine :

L'augmentation des ressources financières dédiées aux associations, aux organisations non gouvernementales, aux chercheur-ses et aux mouvements féministes qui, à tous les niveaux (local, national et international), ont la légitimité et l'expertise de terrain pour porter des initiatives qui ont un impact concret et durable pour les droits des femmes et des filles et un effet transformatif sur les relations de pouvoir et les normes sociales. Ces financements doivent s'accompagner d'actions spécifiques pour soutenir le travail des associations et des ONG féministes, afin de sécuriser leurs actions sur le terrain. Une attention particulière doit également être accordée aux besoins des associations et des organisations dirigées par et agissant pour les populations les plus marginalisées ainsi qu'aux femmes défenseuses des droits humains, tant en termes de financement que de protection.

La participation pleine et effective des femmes et des filles aux processus de décision au sein du G7 et au-delà à travers une consultation inclusive, en reconnaissant la diversité des femmes, leur voix et leur capacité d'agir. Le W7 recommande à cet effet :

- ▶ Une représentation effective et égale des femmes parmi les décideur-euse-s et au sein de la gouvernance publique, tant au niveau local, national, qu'international.
- ▶ Une prise en compte des voix des femmes et des filles dans toute leur diversité, tout au long de la conception, l'élaboration, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des politiques. Nous appelons les leaders du G7 à reconnaître que toutes les femmes et les filles ont des droits égaux, mais que, selon leurs situations, l'accès à ces droits est inégal et difficile, notamment si elles font face à des obstacles structurels et à des discriminations multiples. Une attention spécifique doit notamment être accordée, entre autres, aux femmes et filles racisées, aux femmes et filles autochtones, aux femmes et filles migrantes, aux personnes LGBTI+, aux jeunes femmes et filles, aux femmes et filles en situation de handicap, et aux femmes et filles en situation de précarité, de conflit ou de catastrophe humanitaire.

Le W7 appelle les leaders du G7 à passer des paroles aux actes en s'engageant en faveur d'actions concrètes au sein du G7 mais également dans d'autres fora régionaux et multilatéraux tels que le G20 et l'Organisation des Nations Unies (ONU). A cet égard et dans un esprit de solidarité féministe, nous soutenons les recommandations du W7 2018 au Canada et celles du W20 de Tokyo. Les Etats du G7 doivent prendre des mesures concrètes pour l'égalité de genre et transversaliser la perspective de genre dans l'ensemble des politiques publiques et des secteurs. Accroître l'ambition pour l'égalité de genre est avant tout une question de droits humains et de justice sociale. Cela doit être une priorité pour tous les pays du G7 et au-delà, en collaboration avec les associations féministes qui sont des partenaires clés partout dans monde.

Dans cette perspective, nous appelons les Etats du G7 à :

- 1/ Développer et mettre en oeuvre des politiques nationales et une politique étrangère féministes, alliant notamment une diplomatie et une Aide Publique au Développement (APD) féministes
- 2/ Soutenir l'émancipation des adolescentes et des femmes, notamment en matière de santé, d'éducation et de lutte contre les violences
- 3/ Promouvoir l'autonomisation économique des femmes, l'inclusion financière et l'accès à un travail décent pour toutes et pour tous
- 4/ Adopter des cadres de redevabilité pour l'ensemble des engagements du G7 relatifs à l'égalité de genre